

ÉDUCATION ET DROITS HUMAINS

Promouvoir les connaissances et l'égalité en Indo-Pacifique

L'Indo-Pacifique est la première région d'origine de la mobilité étudiante dans le monde. Les 3 premiers pays d'origine y sont situés – Chine, Inde et Vietnam. Les universités de la région sont représentées dans le top 100 du classement de Shanghai, avec 22 universités, dont 11 chinoises et 6 australiennes. Renforcer les liens éducatifs et les mobilités est une des priorités de la France, qui s'appuie sur un dense réseau constitué des établissements de l'enseignement français à l'étranger, de campus décentralisés, ou encore des projets de coopération portés tant par l'opérateur du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse – France Éducation International (FEI) – que par de nombreuses ONG.

En parallèle, malgré quelques évolutions positives, comme l'adoption d'une loi criminalisant la torture au Pakistan et l'abolition de la peine de mort en Papouasie-Nouvelle-Guinée, la situation des droits humains dans la région reste très dégradée. La France soutient donc plusieurs projets promouvant les droits humains, notamment les droits des femmes et l'égalité femmes-hommes.

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Le réseau de l'enseignement français à l'étranger en Indo-Pacifique est un acteur du rayonnement de la francophonie (*voir fiche No.9 - Coopération culturelle et francophonie*) et au service des ressortissants français (*voir fiche No.2 - Démographie et représentation politique*). En 2023, on compte 101 établissements dans 31 pays, dont 23 à Madagascar, 11 en Chine et 8 aux Émirats arabes unis¹. Le Lycée international français de Taipei, un des plus récents, a été inauguré en 2022.

Certains sont gérés directement par l'Agence de l'enseignement français à l'étranger (AEFE), comme le Lycée français international Marguerite Duras à Ho-Chi-Minh-Ville, certains ont une convention avec l'AEFE, comme l'École française des Seychelles à Victoria, et d'autres ont un partenariat avec elle, à l'instar du Lycée franco-australien de Canberra.

En France, il existe plusieurs sections étrangères en lien avec la région. Dans les lycées français, on

compte 14 sections chinoises réparties dans 11 académies, 3 sections japonaises, et même deux sections australiennes en Nouvelle-Calédonie au Lycée Dick Ukeiwé à Dumbéa et au Lycée La Pérouse à Nouméa. Il existe aussi des sections de langues orientales (arabe, chinois, japonais ou vietnamien) dans plusieurs lycées, comme à la Cité scolaire Jean de la Fontaine à Paris.

MOBILITÉ ÉTUDIANTE

La France était, en 2020, le septième pays d'accueil des étudiants en mobilité. Si les étudiants de la région vont principalement dans les pays anglo-saxons, la France reste une destination importante. Sur l'année universitaire 2021/2022, ils représentaient 16 % des étudiants étrangers en France, et quatre pays figuraient dans le top 25 : Chine (3^e, 27 479), Inde (14^e, 6 321), Vietnam (19^e, 5 259) et Madagascar (23^e, 4 667)². Sur l'année universitaire 2020/2021, la Chine est en revanche le premier pays d'origine des doctorants étrangers en France et l'Inde le neuvième.

Les dynamiques sont inégales, avec sur 10 ans une stagnation du nombre d'étudiants chinois et un triplement du nombre d'étudiants indiens. La France vise l'accueil de 20 000 étudiants indiens d'ici 2025 et 30 000 d'ici 2030. Campus France joue un rôle essentiel dans la promotion de l'enseignement supérieur. Avec des antennes dans 30 pays de la région, il participe à de nombreux salons étudiants et organise ses propres événements.

Les étudiants français privilégient quant à eux les pays francophones et les pays européens. En 2019, seulement 3 pays atteignaient le top 25 des destinations des étudiants français en mobilité diplômante : l'Australie (10^e, 1 410), le Japon (13^e, 1 121) et la Nouvelle-Zélande (24^e, 335). Au total, les pays de la région représentaient moins de 4 % des mobilités diplômantes des étudiants français en 2019.

CAMPUS RÉGIONAUX ET PARTENARIATS

De nombreuses universités et grandes écoles françaises ont ouvert des campus en Indo-Pacifique. C'est le cas de l'Université Sorbonne à Abu Dhabi, de

¹ « Arrêté fixant la liste des établissements d'enseignement français à l'étranger », 15 juin 2023.

² « Chiffres clés de la mobilité étudiante dans le monde », *Campus France*, juin 2023.

l'école d'ingénieurs CentraleSupélec à Hyderabad et à Pékin, de l'école de commerce INSEAD à Abu Dhabi et à Singapour, de l'école de mode ESMOD à Dubaï, à Guangzhou, à Jakarta, à Kuala Lumpur, à Pékin, à Séoul ou encore à Tokyo, et de l'école de cuisine Cordon Bleu dans 10 pays de la région, dont 4 écoles en Australie et une en Nouvelle-Zélande.

En avril 2023 a été créé un campus franco-indien dans le domaine des sciences de la vie pour la santé. Le projet « ILIADE » (Innovation par les plantes et l'IA) est porté par l'Université de La Réunion et le Vellore Institute of Technology.

Les établissements d'enseignement supérieur français ont noué de nombreux partenariats pour favoriser la mobilité internationale. Sciences Po dispose de 90 accords en Indo-Pacifique, dont 18 en Chine, 11 en Australie et 6 en Afrique du Sud.

L'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) enseigne une trentaine de langues de la région. On peut y apprendre le drehu de Nouvelle-Calédonie et le tahitien ; le malgache, l'ourdou et le mongol ; mais aussi le télougou d'Inde, l'ilocano des Philippines ou le bichelamar du Vanuatu.

COOPÉRATION INTERNATIONALE

France Éducation International (FEI) est l'opérateur du ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse pour la coopération internationale. En 2022, il a mené des projets dans 8 pays de la région³. Le centre local de FEI à La Réunion a des coopérations aux Comores, au Kenya, à Madagascar et aux Seychelles, où il forme en français des hauts fonctionnaires.

FEI a détaché des experts au Kenya, en Indonésie et au Vietnam et contribue aux centres des métiers et des qualifications (CMQ) franco-indien, franco-indonésien et franco-kenyan. Les centres d'excellence professionnels à l'étranger (CEFTE) permettent la valorisation de l'expertise française, à l'instar du partenariat à Durban (Afrique du Sud) avec l'Académie de Bordeaux et Dassault Systèmes (*voir fiche No.8 - Coopération économique et entreprises*).

L'AFD joue un rôle important (*voir fiche No.6 - Aide au développement et environnement*). À Madagascar, elle finance le projet Formapro, qui vise à rehausser la qualité de l'offre de formation professionnelle dans plusieurs secteurs, dont le BTP et l'hôtellerie. Au

Vanuatu, grâce à la sollicitation de la Facilité de financement des collectivités territoriales par le gouvernement de Nouvelle-Calédonie, l'AFD a participé au financement des premiers bâtiments de l'Université nationale bilingue du Vanuatu. Sa filiale Proparco finance notamment Kaizinvest, un fonds d'investissement spécialisé dans le secteur de l'éducation qui est déployé dans 5 pays de la région (Inde, Bangladesh, Vietnam, Philippines et Indonésie).

De nombreuses ONG françaises soutiennent l'éducation et la formation des professeurs dans la région. Le Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) mène un projet visant à former les professeurs des classes bilingues dans les matières scientifiques au Laos ou à créer un centre de formation et d'insertion professionnelle du bâtiment aux Comores. Les Enfants du Mékong interviennent dans 6 pays d'Asie du Sud-Est en soutenant les enfants pauvres par l'instruction.

DROITS HUMAINS

La protection des droits humains est mentionnée dans la stratégie de la France dans l'Indo-Pacifique. La France évoque les violations et les cas les plus préoccupants dans les dialogues politiques qu'elle entretient avec les pays de la région, et mène des actions dans les enceintes multilatérales.

L'AFD contribue au financement du projet Hy Vong, au Vietnam, de l'ONG française Batik International pour lutter contre les violences faites aux femmes, et à celui du projet Sandratra, à Madagascar, des ONG Aide et Action et Solidarité laïque, qui vise la formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes mères célibataires d'Antananarivo. Proparco soutient l'institution de microfinance indienne Annapurna Finance, au service de l'autonomisation des femmes en zones rurales. Les Alliances françaises contribuent aussi, avec l'organisation d'événements tels que la Journée des droits des femmes de 2023.

Le Prix des droits de l'Homme de la République française, remis chaque année à plusieurs lauréats, a quant à lui récompensé 18 individus et organisations de l'Indo-Pacifique entre 2012 et 2022, dont la Pakistanaise Mary James Gill, l'ONG sud-africaine Just Grace NPC et l'ONG indienne POPE en 2021.

Septembre 2023
Antoine BONDAZ⁴

³ « Rapport d'activités 2022 », France Éducation International, 2023.

⁴ Contact : a.bondaz@frstrategie.org // @AntoineBondaz



À PROPOS DU PROJET

La France en Indo-Pacifique, puissance d'initiatives et de solutions, est un projet de recherche sans précédent de recensement, de synthèse et de cartographie des acteurs et des actions de la France dans une région incontournable pour les intérêts nationaux.

La publication d'une première série de fiches thématiques sur la présence française dans la région vise à rendre plus visible et à valoriser ce qui est réalisé concrètement sur le terrain au profit des Français et des populations locales par les ministères, les opérateurs de l'État, mais aussi les entreprises et les ONG françaises.

Ce projet s'inscrit dans les recherches de la FRS et fait suite à la publication de deux notes intitulées « La France, une puissance d'initiatives en Indo-Pacifique » en novembre 2022⁵ et « Reconceptualiser la politique étrangère et de sécurité française en Indo-Pacifique » en juillet 2023⁶.

Liste des fiches thématiques en 2023

- No.1 - Territoires ultramarins
- No.2 - Démographie et représentation politique
- No.3 - Réseau diplomatique et visites officielles
- No.4 - Présence militaire et diplomatie de défense
- No.5 - Coopération sécuritaire et policière
- No.6 - Aide au développement et environnement
- No.7 - Aide humanitaire, crises et catastrophes
- No.8 - Coopération économique et entreprises
- No.9 - Coopération culturelle et francophonie
- No.10 - Éducation et droits humains
- No.11 - Coopération scientifique et innovation

À PROPOS DE L'AUTEUR

Ce projet est une initiative d'**Antoine BONDAZ**, directeur de l'Observatoire du multilatéralisme en Indo-Pacifique et enseignant à Sciences Po. Il a été assisté par **Marie DESBONNETS**, étudiante à Sciences Po et diplômée de l'IEP de Lyon.

La Fondation pour la recherche stratégique (FRS), créée en 1992, est une fondation reconnue d'utilité publique (décret du 26 février 1993) qui exerce ses activités en toute indépendance. Elle a pour missions d'analyser les problèmes de stratégie et de sécurité internationale, et de contribuer au débat stratégique en France ainsi qu'au rayonnement des idées françaises à l'étranger.

La FRS mène des recherches sur et dans la zone Indo-Pacifique, à travers des approches régionales et thématiques, organise des dialogues stratégiques de haut niveau (bilatéraux et trilatéraux), pilote une plateforme européenne d'échange sur l'Indo-Pacifique avec la SWP allemande et a signé plusieurs accords de coopération avec les principaux *think-tanks* de la région.

⁵ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/france-une-puissance-initiatives-indo-pacifique-2022>

⁶ <https://www.frstrategie.org/publications/notes/reconceptualiser-politique-etrangere-securite-francaise-indo-pacifique-2023>